



Communiqué de presse
Strasbourg, le 18 octobre 2011

**CEDH - Dr Marinella Colombo
contre
République Fédérale d'Allemagne et République d'Italie solidairement**

Le 20 octobre 2011, Mme le Dr Colombo est appelée à comparaître devant la Cour Pénale du Tribunal de Milan aux motifs de l'enlèvement, de la séquestration et de la maltraitance de ses deux enfants mineurs pour les avoir déplacé en Slovénie, afin de prévenir d'un retour en Allemagne, avant que la Cour de Cassation italienne n'ait rendu son arrêt dans le cadre d'un recours introduit contre une décision du tribunal de Milan ordonnant un retour des enfants en Allemagne. Les peines encourues sont respectivement de 4 ans (Art. 574 bis. c.p.), de 12 ans (Art. 605. c.p.) et de 5 ans (Art. 572. c.p.) en vertu du code pénal italien.

Constatant que dans cette affaire de divorce transfrontalier la compétence à statuer sur l'autorité parentale et la garde des enfants revient aux autorités allemandes, qui la revendique avec force et acharnement, la compétence des autorités italiennes se limite à l'exécution des requêtes allemandes, à savoir **la demande en retour des enfants** en Allemagne et **l'exécution du MAE** contre leur mère. Elles ne sont donc pas habilitées à statuer sur l'autorité parentale, à pénétrer en territoire Slovène pour y soustraire les enfants, à confisquer le matériel informatique des personnes qui soutiennent Mme Colombo, à communiquer des renseignements à l'Allemagne.

Constatant que cette affaire qui oppose un parent *non-allemand* à un parent *allemand et ses autorités* au sein de la juridiction allemande est l'archétype de la violation méthodique et calculée des Droits parentaux du parent *non-allemand* en séparation, née d'une organisation administrative placée sous contrôle politique, de la volonté de dissimuler les faits contraires à l'intérêt national, d'une législation ambiguë, de l'usage usurpatoire de mesures **pénales** dans des affaires **civiles** et de l'exploitation mal intentionnée des règlements et des instruments communautaires (EC 2201/2003 et SIS -Europol) pour contraindre les autorités étrangères à exécuter des mesures criminalisantes (MAE) contre leurs concitoyens, sans qu'elles ne soient autorisées à en vérifier leur bien-fondé.

Considérant que les autorités allemandes ont statué en infraction avec les principes **élémentaires** du Droit des Européens dans le but prémédité de contraindre les autorités italiennes à exécuter des mesures pénales contre Mme Colombo, pour imposer le Droit des Allemands au sein de la juridiction italienne et se procurer à l'extérieur les arguments qu'elles ne détenaient pas à l'intérieur afin de statuer arbitrairement contre cette dernière dans sa procédure civile de divorce, considérant que les autorités italiennes ont exécuté la demande en retour des enfants, ainsi que les divers mandats d'arrêt européens émis en Allemagne sans fondement légal appropriée, qu'elles ont failli à leur obligation d'en contrôler le bien-fondé, qu'elles ont volontairement ignoré les preuves apportées par Mme Colombo démontrant à sa décharge la nature déloyale des décisions judiciaires allemandes, **le CEED a mandaté Me Thuan, Cabinet Hincker et associés, Strasbourg**, pour faire constater que dans l'affaire en question les procédures et les décisions rendues au sein de la juridiction allemande et leur exécution concomitante par les autorités italiennes sont attentatoires aux droits de l'Homme et des libertés fondamentale.

Le CEED lui a demandé de **faire condamner** solidairement **la République Fédérale d'Allemagne** et la **République Italienne** en introduisant un mémoire completif aux requêtes de Mme Colombo du 12.04.2011 enrôlée par la CEDH sous le N°73708 et de Me Laura Cossar, Milan, du 23.11.2010 enrôlée sous le N° 73708 pour rétablir Mme Colombo et ses enfants dans leurs Droits fondamentaux garantis par la Convention Européenne.

